

Développements réglementaires

Évolution dans l'information financière

Dernière mise à jour : 30 octobre 2023



Table des matières

1	IFRS® – Accounting Standards	3
1.1	IFRS 17 « Contrats d'assurance ».....	3
1.2	Amendements à la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » « Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives »	4
1.3	Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » « Impôt différé relatif aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique »	4
1.4	Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » « Réforme fiscale internationale – Modèle de Règles du Pilier Deux »	5
1.5	Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » « Publication de méthodes de présentation des comptes ».....	5
1.6	Amendements à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » « Définition des estimations comptables »	6
1.7	Amendements à IFRS 16 « Contrats de location » « « Passif locatif dans le cadre d'une cession-bail »	6
1.8	IAS 1 « Présentation des états financiers » « Classification des passifs en tant que courants et non courants »	7
1.9	Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » « Passifs non courants assortis de clauses restrictives (covenants) »	7
1.10	Amendements à IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » et à IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » « Ententes de financement avec les fournisseurs »	8
1.11	Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » « Absence de convertibilité »	8
2	Swiss GAAP RPC	9
2.1	Swiss GAAP RPC 30 « Comptes consolidés »	9
2.2	Swiss GAAP RPC 28 « Subventions publiques »	10
3	Code des obligations suisse	11
3.1	États financiers intermédiaires (art. 960f CO)	11
3.2	Capital social en devise fonctionnelle (USD, EUR, GBP, JPY).....	11
3.3	Affectation du bénéfice et des réserves	12
3.4	Modifications du capital	12
3.5	Autres changements	13

1 IFRS® – Accounting Standards

1.1 IFRS 17 « Contrats d'assurance »

La norme IFRS 17 modifiera fondamentalement la comptabilité de toutes les entités qui émettent des contrats d'assurance.

Statut :

- Applicable de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023
- Application anticipée autorisée

- La norme IFRS 17 remplace la norme IFRS 4, qui tolère une large fourchette de pratiques. IFRS 17 va fondamentalement modifier la présentation des comptes de toutes les entreprises qui établissent des contrats d'assurance et de placement avec participation discrétionnaire aux excédents.
- La norme IFRS 17 est applicable aux contrats d'assurance établis, à tous les contrats de réassurance et aux contrats de placement avec participation discrétionnaire aux excédents, dans la mesure où une entreprise établit aussi des contrats d'assurance.
- Selon le modèle général de la norme IFRS 17 (Building Block Approach), les entreprises évaluent un contrat d'assurance lors de la première comptabilisation sur la base du cash-flow attendu (composé des cash-flows futurs estimés pour l'exécution du contrat, d'un ajustement de valeur afin de tenir compte de la valeur temporelle de l'argent et d'une adaptation explicite du risque pour le risque non financier) et de la Contractual Service Margin (CSM). Les cash-flows attendus doivent être réévalués à chaque période sous revue. La CSM, qui incarne le gain non réalisé, est saisie dans le compte de résultat sur la période contractuelle couverte.
- Outre ce modèle général, la norme pour certains types de contrats, y compris ceux avec une période de couverture d'un an maximum, prévoit une approche simplifiée (Premium Allocation Approach).
- Pour les contrats d'assurance avec participation directe aux excédents, la Variable Fee Approach s'applique, en tant qu'alternative au modèle général. La part de l'entreprise aux modifications de juste valeur des placements de capitaux sous-jacents est prise en compte dans la CSM. Les modifications de juste valeur ne sont alors pas saisies dans le compte de résultat sur la période où elles surviennent, mais sur la durée restante du contrat.
- La nouvelle norme s'applique aux exercices qui débutent au 1^{er} janvier 2023 ou après. Une application anticipée est autorisée pour les entreprises qui appliquent déjà les « Instruments financiers » de la norme IFRS 9 et les « produits de contrats avec des clients » de la norme IFRS 15 à la date de la première application d'IFRS 17 ou avant. La norme est applicable de manière rétrospective selon IAS 8, mais contient également une « approche rétrospective modifiée » et une « approche de juste valeur » pour la transition en fonction de la disponibilité des données.

1.2 Amendements à la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » « Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives »

L'amendement concerne les entités qui appliquent initialement IFRS 17. L'amendement permet à ces entités d'appliquer une superposition de classification à certains actifs financiers pour lesquels l'entité ne retraite pas les informations comparatives pour IFRS 9 lors de la première application d'IFRS 17.

Statut :

- Applicable aux rapports annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023
- Les amendements doivent être appliqués en même temps qu'IFRS 17.

De nombreux assureurs appliqueront les normes IFRS 17 et IFRS 9 pour la première fois pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2023 ou après. Les exigences de transition des normes IFRS 17 et IFRS 9 s'appliquent à des dates différentes et entraîneront des différences de classification ponctuelles dans les informations comparatives présentées lors de la première application de la norme IFRS 17. L'amendement prévoit une option de transition concernant ces différences de classement ponctuelles. L'amendement permet aux entités d'appliquer une superposition de classification à un actif financier pour lequel l'entité ne retraite pas les informations comparatives selon IFRS 9 lors de l'application initiale d'IFRS 17. L'amendement est disponible pour tous les actifs financiers, y compris ceux détenus dans le cadre d'une activité qui n'est pas liée à des contrats entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 17. L'amendement concerne les entités qui appliquent initialement la norme IFRS 9 en même temps qu'elles appliquent IFRS 17 ainsi que, sous certaines conditions, aux entités qui avaient déjà appliqué IFRS 9 avant l'application initiale d'IFRS 17.

1.3 Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » « Impôt différé relatif aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique »

Les modifications exigent que les entreprises comptabilisent l'impôt différé sur les transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, donnent lieu à des différences temporelles imposables et déductibles d'un montant égal.

Statut :

- Applicable aux exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023
- Application anticipée autorisée

Les amendements exigent que les entreprises comptabilisent l'impôt différé sur les transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, donnent lieu à des différences temporelles imposables et déductibles d'un montant égal. Les amendements proposés s'appliqueront généralement à des transactions telles que les contrats de location pour le preneur de leasing et les obligations de démantèlement. Ces amendements pourraient avoir un impact significatif sur la préparation des états financiers des entreprises qui ont des soldes importants d'actifs de droits d'utilisation, de passifs de location, de passifs de démantèlement, de remise en état et de passifs similaires. L'impact pour les entreprises concernées serait la comptabilisation d'actifs et de passifs d'impôts différés supplémentaires.

1.4 Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » « Réforme fiscale internationale – Modèle de Règles du Pilier Deux »

Les modifications prévoient une exemption temporaire de la comptabilisation des impôts différés découlant de la mise en œuvre du modèle de règles du Pilier Deux et introduisent des nouvelles informations à inclure dans les états financiers annuels.

Statut : • Applicable aux rapports annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023

Les amendements introduisent :

a) une exception temporaire à la comptabilisation des impôts différés découlant des juridictions appliquant les règles fiscales mondiales. Cela permettra d'assurer la cohérence des états financiers tout en facilitant la mise en œuvre des règles ; et

b) des obligations d'information ciblées pour aider les investisseurs à mieux comprendre l'exposition d'une entreprise aux impôts sur le revenu résultant de la réforme, en particulier avant que la législation mettant en œuvre les règles ne soit en vigueur.

Les entreprises peuvent bénéficier de l'exception temporaire immédiatement, mais sont tenues de fournir les informations aux investisseurs pour les périodes de déclaration annuelle commençant le 1^{er} janvier 2023 ou après cette date.

1.5 Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » « Publication de méthodes de présentation des comptes »

L'amendement stipule clairement que les entreprises doivent fournir des informations sur les méthodes comptables significatives (« material »). Auparavant, la norme parlait de principales méthodes comptables (« significant »).

Statut : • Applicable aux exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023
• Application anticipée autorisée

Les entreprises doivent désormais fournir une information sur les méthodes comptables significatives (« material accounting policy information ») plutôt que sur les principales méthodes comptables (« significant accounting policies »). L'amendement précise qu'une méthode comptable est significative lorsque des informations la concernant sont nécessaires à la compréhension d'autres informations significatives contenues dans les états financiers. Le paragraphe 117B présente à ce titre des exemples d'informations à considérer généralement comme significatives pour les états financiers d'une entreprise.

En outre, l'amendement à IAS 1 précise qu'il n'est pas nécessaire de publier les informations non significatives sur les méthodes comptables. Toutefois, si elles sont publiées, elles ne doivent pas occulter les informations importantes sur les méthodes comptables.

En complément, le Guide d'application pratique de la matérialité (« IFRS Practice Statement 2 : Making Materiality Judgements ») a également été modifié pour fournir aux entreprises des indications sur la manière d'appliquer le concept d'information relative aux informations à fournir sur les méthodes comptables.

1.6 Amendements à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » « Définition des estimations comptables »

L'amendement clarifie la manière de distinguer les changements de méthodes comptables des changements d'estimation. Les estimations comptables sont des montants monétaires dans les comptes annuels, qui sont sujets à une incertitude quant à leur évaluation.

- Statut :
- Applicable aux exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023
 - Application anticipée autorisée

Ces amendements visent à faciliter la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables. Les estimations comptables sont des montants monétaires dans les états financiers qui sont sujets à des incertitudes en ce qui concerne leur évaluation. La différence est importante car les modifications des estimations comptables s'appliquent prospectivement aux opérations et événements futurs, tandis que les modifications des méthodes comptables s'appliquent de manière rétrospective aux opérations et événements passés et à la période en cours.

1.7 Amendements à IFRS 16 « Contrats de location » « Passif locatif dans le cadre d'une cession-bail »

La modification clarifie la manière dont une entité comptabilise une cession-bail après la date de la transaction. Les transactions de cession-bail dont une partie ou la totalité des paiements de loyers sont des paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont les plus susceptibles d'être impactées.

- Statut :
- Applicable aux rapports annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2024
 - Application anticipée autorisée

La modification clarifie la manière dont un vendeur-preneur doit évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation résultant d'une cession-bail et, par conséquent, la manière dont il doit déterminer le gain ou la perte sur une transaction de cession-bail lorsque la transaction est qualifiée de « vente » selon IFRS 15 et que les paiements de loyers comprennent des paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux. L'application des exigences de la modification n'empêche pas le vendeur-preneur de comptabiliser dans le résultat tout gain ou perte lié à la résiliation partielle ou totale d'un contrat de location.

La modification s'applique rétrospectivement aux transactions conclues après l'application initiale d'IFRS 16. La comptabilisation de ces transactions pourrait avoir un effet significatif à long terme sur les états financiers d'un vendeur-preneur.

1.8 IAS 1 « Présentation des états financiers » « Classification des passifs en tant que courants et non courants »

L'amendement précise que les passifs sont classés comme courants ou non courants en fonction des droits qui existent à la fin de la période de reporting.

Statut :

- Applicable aux exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2024
- Application anticipée autorisée

L'IASB a précisé que les passifs sont classés comme courants ou non courants en fonction des droits qui existent à la fin de la période de reporting. L'amendement prévoit ce qui suit :

- Le « règlement » est défini comme l'extinction d'un passif au moyen de trésorerie, d'autres ressources économiques ou d'instruments de capitaux propres de l'entité. L'exception pour les instruments convertibles qui pourraient être convertis en capitaux propres a été restreinte pour ne s'appliquer qu'aux instruments dont l'option de conversion est classée comme un instrument de capitaux propres en tant que composante distincte d'un instrument financier composé.
- Les passifs sont classés comme non courants si l'entité dispose d'un droit substantiel de différer le règlement pendant au moins 12 mois à la fin de la période de reporting. L'amendement ne fait plus référence aux droits inconditionnels, car les prêts sont rarement inconditionnels (par exemple, parce que le prêt peut contenir des clauses restrictives ou « *covenants* »).
- L'évaluation détermine si un droit existe, mais elle n'examine pas si l'entité exercera ce droit. Les attentes de la direction n'affectent donc pas la classification.
- Le droit de différer n'existe que si l'entité respecte toutes les conditions pertinentes à la date de clôture. Un passif est classé comme courant si une condition (ou « *covenant* ») n'est pas respectée au plus tard à la date de clôture et qu'une dérogation est obtenue après la date de clôture. Un prêt est classé comme non courant si une condition n'est pas respectée après la date de clôture.

1.9 Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » « Passifs non courants assortis de clauses restrictives (covenants) »

L'amendement vise à améliorer les informations fournies par une entité lorsque son droit de différer le règlement d'un passif est subordonné au respect de clauses restrictives dans les douze mois suivant la période de référence.

Statut :

- Applicable aux rapports annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2024

Les amendements publiés en octobre 2022 précisent que les clauses restrictives des accords de prêt qu'une entité ne doit respecter qu'après la date de reporting n'affectent pas la classification d'un passif en tant que courant ou non courant à la date de reporting. Toutefois, les clauses qu'une entité est tenue de respecter au plus tard à la date de clôture auraient une incidence sur le classement en tant que passif courant ou non courant, même si la clause n'est évaluée qu'après la date de clôture de l'entité.

Les amendements prévoient en outre des obligations d'information supplémentaires pour les accords de prêt classés en tant que passifs non courants lorsque ce passif est soumis à des engagements qu'une entité est tenue de respecter dans les douze mois suivant la date d'établissement du rapport.

1.10 Amendements à IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » et à IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » « Ententes de financement avec les fournisseurs »

Les modifications prévoient des nouvelles obligations d'information pour les entités utilisant des accords de financement avec les fournisseurs (SFA, supplier finance arrangements).

- Statut :
- Applicable pour les rapports annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2024
 - Application anticipée autorisée

Les nouvelles informations porteront sur les points suivants :

1. Les termes et conditions des SFA.
2. La valeur comptable des passifs financiers faisant partie de l'entente et les postes dans lesquels ces passifs sont présentés.
3. La valeur comptable des passifs financiers présentés au point 2. pour lesquels les fournisseurs ont déjà reçu le paiement des bailleurs de fonds.
4. L'éventail des dates d'échéance de paiements tant pour les passifs financiers qui font partie des ententes de financement que pour les dettes fournisseurs comparables ne faisant pas partie de ces accords.
5. Variations non monétaires des valeurs comptables des passifs financiers présentés au point 2.
6. Accès aux facilités de l'entente et concentration du risque de liquidité auprès des bailleurs de fonds.

Les nouvelles obligations d'information entreront en vigueur pour les exercices ouverts commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après. Les allègements suivants sont prévus au cours de la première année d'application :

- a. Divulcation d'information comparative
- b. Informations sur les soldes d'ouverture spécifiés
- c. États financiers intermédiaires

1.11 Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » « Absence de convertibilité »

Les modifications prévoient des exigences permettant de déterminer si une monnaie est convertible contre une autre et le taux de change au comptant à utiliser si ce n'est pas le cas.

- Statut :
- Applicable aux rapports annuels commençant le ou après le 1^{er} janvier 2025
 - Application anticipée autorisée

Les amendements introduisent des exigences qui devraient aider les entités à :

- a) évaluer la convertibilité entre deux monnaies ; et
- b) déterminer le cours de change au comptant lorsque la convertibilité fait défaut.

Une monnaie n'est pas convertible contre une autre s'il n'est pas possible d'obtenir l'autre monnaie (avec un délai administratif normal) et si la transaction s'effectue par l'intermédiaire d'un marché ou d'un mécanisme d'échange qui crée des droits et des obligations exécutoires. Les nouvelles dispositions introduisent un cadre dans lequel une entité peut déterminer le cours de change au comptant à la date d'évaluation s'il n'y a pas de possibilité d'échange entre deux monnaies.

2 Swiss GAAP RPC

2.1 Swiss GAAP RPC 30 « Comptes consolidés »

Les modifications de la norme Swiss GAAP RPC 30, publiées à l'été 2022, combrent plusieurs lacunes dans les directives relatives aux aspects de la consolidation, notamment les transactions par étapes et les clauses d'intéressement.

- Statut :
- Applicable aux périodes annuelles commençant le ou après le 1^{er} janvier 2024
 - Application anticipée autorisée

La norme révisée contient essentiellement des changements et des nouvelles lignes directrices sur les sujets suivants :

- Lors d'une acquisition, les entités doivent comptabiliser les immobilisations incorporelles qui n'étaient pas comptabilisées auparavant par l'entité acquise si elles sont pertinentes pour la décision d'acquérir l'entité. Un renoncement à l'inscription au bilan n'est possible que si le goodwill est capitalisé et amorti.
- Si la durée d'utilisation du goodwill ne peut être déterminée, elle est limitée à 5 ans ; sinon, un maximum de 20 ans s'applique.
- Le goodwill négatif doit être comptabilisé de la même manière que le goodwill positif. Si ce dernier est activé et amorti, le goodwill négatif est porté au passif et dissous avec effet sur le résultat au maximum en l'espace de 5 ans.
- Introduction de directives pour les acquisitions et cessions par étapes :
 - Le goodwill est déterminé séparément pour chaque étape de l'acquisition.
 - Les actifs acquis et les passifs assumés sont évalués à leur juste valeur lorsque le contrôle est obtenu. Les participations détenues antérieurement sont réévaluées par le biais des capitaux propres à ce stade.
 - Le goodwill positif et négatif doit être reflété dans les cessions (par étapes).
 - La fermeture et la liquidation d'entreprises sont assimilées à une vente.
- Les passifs liés aux clauses d'intéressement (contrepartie éventuelle) sont réévalués par rapport au goodwill.
- Les entités associées appliquant la méthode de la mise en équivalence doivent comptabiliser le goodwill conformément aux méthodes appliquées pour les acquisitions/cessions d'entités consolidées par intégration globale ou proportionnelle.
- Traitement des écarts de conversion cumulés (CTA)
 - Reclassement des CTA, y compris ceux des prêts à caractère de fonds propres, dans le compte de résultat en cas de perte de contrôle ou d'influence notable.
 - Répartition proportionnelle aux minoritaires sans effet sur le résultat en cas de désinvestissement progressif si le contrôle est conservé.
 - Choix de reclasser le CTA sur les prêts à caractère de fonds propres dans le compte de résultat en cas de remboursement.
- Informations à fournir dans le cadre des états financiers consolidés.
- Marche à suivre quant à la première application et dispositions transitoires.

2.2 Swiss GAAP RPC 28 « Subventions publiques »

La norme RPC 28, publiée en février 2022, introduit des instructions pour la comptabilisation et la publication des subventions publiques. Les organisations à but non lucratif qui appliquent la norme RPC 21 continuent de comptabiliser et de présenter les subventions publiques selon RPC 21.

Statut : • Applicable à tous les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2024
 • Application anticipée autorisée

- Par subvention publique, on entend la compensation directe ou indirecte, monétaire ou non monétaire, par une institution publique, des prestations et des dépenses d'une organisation résultant de son activité d'exploitation. Cette définition inclut notamment les aides et les subventions. Les avantages et les effets découlant des impôts, des taxes gouvernementales et des redevances n'entrent pas dans le champ d'application de la présente recommandation.
- La subvention publique doit être comptabilisée avec une assurance raisonnable quant au respect des conditions de la subvention et sa valeur doit pouvoir être estimée de manière fiable.
- La norme fait une distinction entre les subventions liées à des actifs et celles liées au résultat :
 - Sont considérées comme « liées à des actifs » les subventions dont la condition principale est liée à la production ou à l'acquisition d'un actif à long terme. Elles sont traitées comme suit :
 - Bilan : compensation avec l'actif ou séparément comme compte de régularisation passif.
 - Compte de résultat : réduction des amortissements ou présenté séparément en tant que produit s'il est présenté en tant que montant brut au bilan.
 - Tableau de flux de trésorerie : activités d'investissement.
 - Sont considérées comme « liées au résultat » toutes les autres subventions. Elles sont traitées comme suit :
 - Compte de résultat : mention séparée ou en « Autres produits d'exploitation ».
 - Une compensation avec le poste de charges correspondant n'est autorisée que dans des cas objectivement justifiés, à condition que cela n'entraîne pas une présentation trompeuse.
 - Flux financiers : activités d'exploitation.
 - Si, contrairement aux hypothèses initiales, une subvention doit être remboursée, cela doit être traité comme un changement d'estimation, avec un ajustement au compte de résultat.
- Les principes comptables choisis, ainsi que d'autres informations sur les subventions, doivent être publiés dans l'annexe aux états financiers.
- La norme ne prévoit pas de dispositions transitoires. Une modification des principes comptables doit donc être effectuée de manière rétrospective conformément aux dispositions du concept-cadre, avec un ajustement des chiffres de l'exercice précédent.

3 Code des obligations suisse

3.1 États financiers intermédiaires (art. 960f CO)

Le nouveau droit des sociétés a introduit des dispositions relatives aux états financiers intermédiaires sur la base des dispositions relatives aux états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires sont requis à diverses fins légales (modifications du capital, dividendes intérimaires ou autres) ou peuvent être préparés sur une base volontaire.

Statut : • Applicable aux périodes annuelles commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023

La réforme du droit des sociétés a introduit la notion d'états financiers intermédiaires (« F/S »), qui peuvent être préparés sur une base volontaire ou sont requis à certaines fins définies par la loi. Les exemples de F/S intermédiaires légalement requis sont ceux relatifs à la distribution d'acomptes sur dividendes (toujours requis), aux modifications du capital (requis si la dernière date de bilan remonte à plus de 6 mois) ou aux situations où il y a de bonnes raisons de suspecter un surendettement (art. 725b CO). L'objectif doit également être divulgué dans les F/S intermédiaires.

Pour les états financiers intermédiaires, les mêmes dispositions que pour les états financiers annuels s'appliquent, y compris les exigences supplémentaires pour les grandes entreprises (préparation du tableau des flux de trésorerie, informations supplémentaires et rapport de gestion). La simplification et l'abrègement sont autorisés pour autant qu'ils ne soient pas trompeurs et qu'ils soient indiqués dans l'annexe. En outre, les changements significatifs de la performance économique ainsi que l'impact de la saisonnalité doivent être indiqués dans l'annexe. Les traitements comptables doivent également être indiqués dans la mesure où ils ne sont pas définis par la loi.

Les F/S intermédiaires doivent être signés par le président du conseil d'administration ou un organe équivalent et par la personne responsable de la préparation des F/S intermédiaires. Les F/S intermédiaires à des fins légalement définies peuvent faire l'objet d'un audit ou d'un examen par l'auditeur.

3.2 Capital social en devise fonctionnelle (USD, EUR, GBP, JPY)

Le nouveau droit des sociétés a introduit une flexibilité supplémentaire pour les entités dont la devise fonctionnelle est l'USD, l'EUR, la GBP ou le JPY, si elles relibellent leur capital social.

Statut : • Applicable aux périodes annuelles commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023

La réforme du droit des sociétés a introduit la possibilité de libeller le capital nominal en USD, EUR, GBP ou JPY si cela correspond à la devise fonctionnelle de l'entité. La devise du capital nominal est soit choisie lors de la création d'une société, soit modifiée ultérieurement par une résolution de l'assemblée générale suivie d'une résolution du conseil d'administration incluant une révision des statuts. Les deux résolutions font l'objet d'un acte public qui devra être déposé au registre du commerce avec les statuts révisés pour relibeller la devise du capital nominal d'une entité.

Une modification doit être appliquée au début d'un exercice. Après la redénomination, la devise fonctionnelle sera utilisée comme devise de comptabilité ainsi que comme devise de présentation des états financiers statutaires. Des valeurs supplémentaires en CHF à des fins d'information doivent toujours être présentées et publiées dans les états financiers statutaires. Les valeurs en devise fonctionnelle deviennent la seule devise pertinente pour

les mesures statutaires telles que la détermination d'une moins-value, un surendettement et l'affectation du bénéfice et des réserves. Ces simplifications ne s'appliquent qu'aux entités qui relibellent formellement la devise de leur capital nominal.

3.3 Affectation du bénéfice et des réserves

Une compensation des pertes avec les bénéfices reportés et les réserves volontaires issues du bénéfice est obligatoire en vertu du droit des sociétés révisé. L'assemblée générale annuelle doit décider de compenser les pertes également avec les réserves légales ou de reporter les pertes.

Statut : • Applicable aux périodes annuelles commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023

Les entreprises sont tenues de compenser une perte de l'année par des bénéfices reportés et des réserves. En outre, le bénéfice de l'exercice est compensé par un report de perte. Une compensation des pertes avec les bénéfices non distribués et les réserves de capital statutaires nécessite une décision de l'assemblée générale. Les distributions à partir des réserves légales de capital nécessitent également l'approbation de l'assemblée générale. Les entités doivent présenter leurs états financiers sur une base brute (c'est-à-dire avant compensation). La compensation ne sera reflétée que dans le solde d'ouverture de l'exercice suivant.

3.4 Modifications du capital

La « marge de fluctuation » a remplacé l'augmentation/réduction de capital autorisée et offre au conseil d'administration une flexibilité supplémentaire pour augmenter/réduire le capital sur une période maximale de cinq ans.

Statut : • En vigueur pour les périodes annuelles commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023

Les exigences relatives aux augmentations de capital ordinaires et conditionnelles sont pour l'essentiel inchangées. Le délai d'exécution des augmentations et réductions de capital ordinaires est porté à six mois. L'augmentation de capital autorisée et les exigences liées aux acquisitions d'actifs prévues ont été supprimées de la loi. La première est remplacée par la marge de fluctuation, qui donne au conseil d'administration la flexibilité de procéder à des augmentations et à des réductions de capital dans un délai de cinq ans après avoir reçu cette autorisation par une résolution de l'assemblée générale. La marge de fluctuation permet des augmentations et des réductions de plus ou moins 50% du capital nominal à la création de la marge de fluctuation. Les réductions de capital ont été transférées dans un ensemble plus complet d'exigences. À l'avenir, seuls un appel aux créanciers et des états financiers (intermédiaires) datant de moins de six mois à partir de la date du dernier bilan sont requis dans le cadre des procédures.

Les sociétés disposent d'une période de transition de deux ans pour mener à bien les procédures statutaires, telles qu'une augmentation de capital autorisée toujours en vigueur au 1^{er} janvier 2023, et pour modifier les documents juridiques en fonction des exigences du droit des sociétés révisé.

3.5 Autres changements

Le nouveau droit des sociétés apporte diverses modifications supplémentaires concernant la structure des capitaux propres et les exigences de publicité.

Statut : • Applicable aux périodes annuelles commençant le ou après le 1^{er} janvier 2023

La structure minimale des capitaux propres a été modifiée et prévoit la présentation des bénéfices non distribués volontaires, des bénéfices non distribués ou des bénéfices non distribués négatifs en tant que poste négatif (moins) sous forme de lignes distinctes, le cas échéant.

Les sociétés qui augmentent ou réduisent leur capital au moyen d'une marge de fluctuation doivent indiquer ces opérations dans l'annexe des états financiers statutaires.

L'exemption des obligations de présentation et de divulgation supplémentaires pour les entités soumises à un audit ordinaire (art. 961) a été prolongée. Actuellement, l'exemption est limitée aux entités qui préparent des états financiers consolidés basés sur une norme d'information financière reconnue ainsi qu'à leurs filiales. À l'avenir, l'allègement est également applicable aux entités préparant des états financiers individuels conformément à une telle norme.

This publication has been prepared for general guidance on matters of interest only, and does not constitute professional advice. It does not take into account any objectives, financial situation or needs of any recipient; any recipient should not act upon the information contained in this publication without obtaining independent professional advice. No representation or warranty (express or implied) is given as to the accuracy or completeness of the information contained in this publication, and, to the extent permitted by law, PricewaterhouseCoopers, its members, employees and agents do not accept or assume any liability, responsibility or duty of care for any consequences of you or anyone else acting, or refraining to act, in reliance on the information contained in this publication or for any decision based on it.

© 2023 PricewaterhouseCoopers. All rights reserved. PricewaterhouseCoopers refers to the network of member firms of PricewaterhouseCoopers International Limited, each of which is a separate and independent legal entity.